

A LA UNE

Le Front National présente des candidats dans les 577 circonscriptions aux législatives, au grand dam de l'UE Sylvain Fort

Turquie et Russie peuvent enfin annoncer la construction du gazoduc Turkish Stream

Elisabeth Studer Actualités, Economie, Energies, Matières premières
10 commentaires



Alors que le monde entier a les yeux rivés sur la France et la victoire d'Emmanuel Macron, Russie et Turquie avancent, certes en toute discrétion, voire inexorablement, et malgré **toutes les embûches** que certains auront semé sur leur passage. Le géant gazier russe Gazprom a en effet annoncé dimanche le début des travaux de construction du **gazoduc Turkish Stream** reliant les territoires russe et turque. Pour rappel, le projet prévoit la construction sous la mer Noire de deux conduites d'une capacité de 15,75 milliards de mètres cubes de gaz par an

chacune. Un des deux pipelines acheminera le gaz sur le marché turc et l'autre reliera la Russie à l'Europe via **la Turquie**. La construction du second pipeline est tributaire de l'intérêt manifesté par l'Europe pour le gaz russe et des garanties que les autorités européennes accorderont en retour au projet. Ce projet ne sera possible qu'après l'obtention de « garanties explicites et officielles » de l'UE confirmant sa future réalisation, avait tenu à souligner à

RECHERCHE

Recherche pour:

DERNIERS ARTICLES

Le Front National présente des candidats dans les 577 circonscriptions aux législatives, au grand dam de l'UE

PSA : 1000 intérimaires recrutés à Sochaux pour produire Opel et Peugeot

Sylvain Fort, l'homme qui fait communiquer Macron et le monde de la finance

La BCE ravie de la victoire d'Emmanuel Macron

cet égard Sergueï Lavrov, ministre russe des Affaires Etrangères, en octobre 2016.

L'annonce de Gazprom est d'une **importance géostratégique majeure à plusieurs niveaux**. Elle est tout d'abord grandement associée à l'approvisionnement énergétique de l'Europe via le gaz russe, tout en pénalisant fortement l'Ukraine en contournant son territoire. Elle met également en avant la Turquie, en dépit de la gouvernance controversée exercée par son président, Recep Tayyip Erdogan. Enfin, elle intervient alors que le président russe Vladimir Poutine a exhorté lundi Emmanuel Macron – le président français nouvellement élu – à « surmonter la méfiance mutuelle » entre Paris et Moscou en vue de combattre ensemble « la menace croissante du terrorisme et de l'extrémisme violent ». Vladimir Poutine s'est également déclaré prêt « à agir ensemble de façon constructive sur les problèmes bilatéraux, régionaux et mondiaux actuels, se déclarant certain que cela répondrait aux intérêts fondamentaux de la Russie et du peuple français », a précisé le Kremlin.

« La construction du gazoduc Turkish Stream a commencé en mer Noire, près des côtes russes », a ainsi indiqué Gazprom dans un communiqué. Son PDG, Alexei Miller, a déclaré à cette occasion que la réalisation du projet se déroulait conformément au planning. Ajoutant que via ce nouveau pipeline, les consommateurs turcs et européens auront d'ici fin 2019 une nouvelle route sûre – selon lui – pour l'importation de gaz russe.

- Turkish Stream : un projet semé d'embûches -

C'est lors d'une visite en Turquie, qu'au début du mois de décembre 2014, le président russe avait annoncé l'abandon de South Stream, évoquant une nouvelle alternative pour rediriger le gazoduc en cours de construction vers le territoire turc. Initialement, South Stream devait relier la Russie à l'Italie en passant sous la Mer Noire ... scénario permettant d'éviter l'Ukraine par où transite aujourd'hui près de la moitié des livraisons russes à l'Union européenne.

Alors que la Commission européenne avait estimé que le projet de pipeline ne respectait pas les règles européennes, arguant du fait que Gazprom refusait d'ouvrir l'accès du gazoduc à d'autres fournisseurs, Vladimir Poutine avait quant à lui justifié l'arrêt de South Stream par l'opposition de l'Union européenne (UE) au passage du gazoduc sur le territoire de ses Etats membres, notamment la Bulgarie.

Durant l'été 2014, Bruxelles avait en effet exercé de fortes pressions sur Sofia afin que le gouvernement bulgare renonce aux premiers travaux de construction de gazoduc. « Nous allons dérouter nos ressources énergétiques vers d'autres régions du monde et l'Europe ne recevra plus les mêmes volumes de la Russie, mais c'est le choix de nos amis européens », avait alors souligné le président russe.



Au final, au début du mois de décembre 2014, Moscou et

La Commission Européenne « bienveillante »
avec Macron face aux élections législatives

CATÉGORIES

Choisir une catégorie

DERNIERS COMMENTAIRES

Elisabeth Studer dans Le Mali voit sa dette
annulée par la France : contrats pétroliers et
achats d'armement en retour ?

Elisabeth Studer dans Mali : le 3ème plus grand
producteur d'or en Afrique voit ses revenus
miniers chuter

Elisabeth Studer dans Autriche : initiative
populaire pour un retrait de l'UE ... d'un
partenaire stratégique de Gazprom

Elisabeth Studer dans L'Autriche et OMV au
coeur de la stratégie de Gazprom pour South
Stream

Elisabeth Studer dans Forces spéciales russes



Ankara avait signé un accord pour la construction d'un nouveau pipeline reliant les deux pays via la Mer noire et la mise en place d'un hub gazier à la frontière en Grèce et Turquie, tout en offrant au gouvernement turc une remise de 6 % sur ses approvisionnements en gaz. La Grèce devenant ainsi dans ce scénario un pays stratégique pour permettre le transit du gaz vers l'Union européenne, la Turquie étant quant à elle le deuxième client de Gazprom derrière l'Allemagne. Avec un enjeu associé et

non des moindres : « *nullifier* » **le rôle de l'Ukraine en tant que transit gazier entre la Russie et l'Union européenne, selon les termes mêmes employés par Alexei Miller en décembre 2014.**

En janvier 2015, Moscou avait tenu à préciser que le nouveau projet Turkish Stream de Gazprom prévoyait de déployer le pipeline jusqu'à la frontière gréco-turque, charge restant aux Européens de créer les infrastructures en vue de récupérer le gaz au delà de ces limites.

Si Moscou et Ankara étaient arrivés à un accord préalable sur Turkish Stream le 13 juin 2015 à Bakou, (Azerbaïdjan), le ministre turc de l'Energie, Taner Yildiz, concédait certes alors ne pas pouvoir affirmer « que toutes les obstacles » étaient « surmontés » mais demeurait confiant quant à une issue positive. Espérant officiellement que le contrat soit signé le plus vite possible.

Mais en juillet 2015, une filiale de Gazprom, South Stream Transport BV, avait informé l'italien Saipem de la rupture du contrat relative à la construction de la première branche du gazoduc Turkish Stream. Une décision qui pouvait alors surprendre, et ce d'autant plus qu'un navire de la société spécialisée dans la recherche et les forages pétroliers avait jeté l'ancre le 6 juillet près d'Anapa, en mer Noire, en vue de débiter les travaux.

South Stream Transport BV motivait alors sa décision par la nécessité « d'arriver à un accord sur les questions pratiques et commerciales en ce qui concerne la réalisation du projet de Turkish Stream ». Les négociations avec la Turquie traînant en effet en longueur, freinant le lancement des travaux.

Par la suite, les discussions avaient pris du retard, compte-tenu notamment de l'instabilité politique en Turquie. Moscou et Ankara s'étaient entendus pour reprendre les discussions après les élections législatives du 1er novembre 2015. Parallèlement, le Financial Times avançait quant à lui le chiffre de 16 milliards de mètres cubes de gaz par an pour la consommation intérieure de la Turquie, dépendante à 50% du gaz russe.

Après 7 mois de crise diplomatique entre Moscou et Ankara, survenues après qu'un avion russe ait été

aux portes de la Libye selon les USA, forte odeur de pétrole via l'autrichien OMV

ARCHIVES

Choisir un mois

abattu pour avoir violé l'espace aérien turc, une lettre adressée par le Président turc, Recep Tayyip Erdogan, au Président russe Vladimir Poutine, avait permis d'enclencher une reprise du dialogue entre les deux pays. Le 29 juin 2016, Erdogan et Poutine s'étaient entretenus au téléphone et les deux pays avaient alors lancé le processus de normalisation. Le 15 juillet dernier, le Premier ministre turc Binali Yildirim avait déclaré que la Turquie était prête pour reprendre des projets d'infrastructure communs avec la Russie, mettant en avant la construction d'un gazoduc et celle de la centrale nucléaire d'Akkuyu, à laquelle Ankara attache une grande importance.

Rappelons qu'en décembre 2015, **alors que nous laissions entendre dans un article précédent** que « l'affaire » de l'avion russe abattu par la Turquie le 24 novembre 2015 pourrait être fortement liée au projet de gazoduc Turkish Stream – contre lequel les Etats-Unis redoublaient leurs pressions – le ministre russe de l'Energie Alexandre Novak avait déclaré que les négociations entre Moscou et Ankara au sujet de pipeline censé relier les deux pays par le fond de la mer Noire, « **étaient suspendues à l'heure actuelle** ». Ajoutant que « le travail de la commission intergouvernementale sur la coopération commerciale et économique russo-turque avait été parallèlement suspendue conformément à un arrêté ad hoc du gouvernement russe ».

Le 26 novembre 2015, le ministre russe du Développement économique avait indiqué pour sa part que le projet de gazoduc Turkish Stream tombait sous le coup de la loi sur les mesures de rétorsion prises par la Russie en réaction à l'agression commise par la Turquie, faisant ainsi référence au Sukhoi abattu. « Ce projet n'a rien de différent de tout autre projet, et notre coopération dans le domaine de l'investissement est traitée de la même manière », avait ainsi déclaré le ministre Alexeï Oulioukaïev.

En juillet 2016, alors que le rapprochement entre Ankara et Moscou offrait l'opportunité de remettre à l'ordre du jour le projet de gazoduc Turkish Stream, la tentative de coup d'Etat en Turquie aurait pu conduire à un nouveau report. A la plus grande joie des majors pétrolières et autres Etats soucieux de contrecarrer un projet d'une haute importance géostratégique. Alors même que les experts tablaient sur le fait que les rapprochements diplomatiques entre la Turquie, Israël et la Russie, survenus au début de l'été auraient des répercussions économiques importantes, notamment dans le domaine de l'énergie, les relations entre Ankara et Moscou ne semblaient plus alors propices à la reprise des travaux à l'étude. Des conséquences de la tentative de coup d'Etat avortée qui auraient pu être non négligeables alors même que la Turquie est au coeur d'un nœud gazier de toute première importance, tant avec Israël d'une part – avec l'exploitation des ressources en Méditerranée orientale au large de Chypre – île à moitié turque – qu'avec la Russie.

Mais en mars 2017, après la signature début février par Vladimir Poutine de la loi ratifiant l'accord russo-turc sur le gazoduc Turkish Stream, Moscou et Ankara sont allés encore plus loin, **signant un mémorandum** portant sur la

création d'un fonds commun d'investissement, lequel sera doté d'un milliard de dollars. Selon le texte officiel signé à Moscou en présence de Vladimir Poutine et de Recep Tayyip Erdogan, président respectif des deux parties prenantes, le fonds souverain russe RDIF (Fonds russe d'investissements directs) et son équivalent turc TWF (Fonds souverain Türkiye) apporteront chacun la moitié de cette dotation.

Lors de la visite de Recep Tayyip Erdogan à Moscou, la Russie et la Turquie auront ainsi achevé de « normaliser » leurs relations. Lors d'une conférence de presse commune, les deux dirigeants avaient prôné le renforcement d'une coopération dans de multiples domaines. Les deux chefs d'Etat auront notamment démontré que la crise diplomatique qui avait suivi après la destruction par l'aviation turque, en novembre 2015, d'un avion militaire russe au-dessus de la frontière syro-turque n'était plus qu'un lointain souvenir, le tout sous fond de forte odeur de gaz même si, certes, le sujet n'avait pas été – officiellement – évoqué.

- De très fortes pressions US sur le projet Turkish Stream -

En avril 2015, Panagiotis Lafazanis, ministre grec de l'Energie, avait indiqué pour sa part qu'Athènes montrait un vif intérêt au prolongement sur son territoire du nouveau gazoduc que le géant gazier russe Gazprom envisageait alors de construire à destination de la Turquie. Tout en déclarant à la presse russe que les Etats-Unis exerçaient une très forte pression sur **la Grèce**, afin de **la dissuader de participer à la réalisation du projet de gazoduc Turkish Stream**, destiné à livrer du gaz russe en Europe.

« Ils exercent une très forte pression », avait ainsi déclaré M. Lafazanis interrogé par le journal russe RIA Novosti lors d'une conférence de presse à Moscou. Des pressions américaines qui ne semblaient pas toutefois être suivies d'effet ... « Nous considérons que **tous les corridors doivent être ouverts pour la Russie** », avait ainsi ajouté M. Lafazanis. Lequel a également précisé qu'il ne considérait pas Turkish Stream et le Gazoduc transadriatique (TAP) comme des projets concurrents. Il estimait alors que le second projet n'est pas en mesure de couvrir les besoins européens en gaz naturel.

Le dossier est loin d'être dénué d'intérêts financiers, puisque M. Lafazanis avait alors tenu à souligner que la **Grèce** souhaitait obtenir de la part de la Russie une réduction de tarif sur le gaz russe livré à partir de 2016, ainsi qu'une baisse des volumes fournis selon des contrats d'enlèvement ferme (« take or pay »).

Face aux risques que la Commission européenne ne s'avère réticente quant à un possible transit du gazoduc via la Grèce, M. Lafazanis avait estimé que l'isolement énergétique de la Russie n'était pas un développement positif pour l'Europe . Selon lui, les pays européens ont besoin du gaz russe, aucune solution alternative n'étant envisageable à ses yeux.

Sources :

Presse turque et polonaise

AFP, sputniknews.com, Le Monde, themoscowtimes.com, Reuters, Spiegel

Elisabeth Studer – 9 mai 2017 – www.leblogfinance.com

A lire également :

. **La Grèce sur le point de s'accorder avec ses créanciers ... pour accélérer le transit de gaz vers l'UE via le gazoduc EastMed ?**

. **Israël : chantage au gazoduc avec la Turquie en vue d'obtenir un accord de paix à Chypre ?**

. **Russie / Turquie : rapprochement financier, commercial et militaire, Turkish Stream en arrière plan**

. **Tentative de coup d'Etat en Turquie : « opportunité » pour bloquer Turkish Stream ?**

. **Turkish Stream : suspension des négociations Russie / Turquie sur le gazoduc stratégique**

Bulgarie

Emmanuel Macron

Erdogan

Gazprom

Grèce

mer Noire

Poutine

Russie

slider

South Stream

syrie

Turkish Stream

turquie

Ukraine

une

Partager cet article

Tweet

1

 email

 G+1

Article de